

JCPE

PRÉFECTURE DU VAR

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES

Toulon, le 11 AOUT 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
DES AFFAIRES MARITIMES ET
DU TOURISME

REF à RAPPELER : GD
☎ : 04.94.18.84.17
FAX : 04-94-18-84-38
Gerard.DUVIVIER@var.pref.gouv.fr

ARRETE portant mise en demeure
concernant la société GOMECO au MUY

Le Préfet du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L514-1,

VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le titre V du Code de l'Environnement,

VU le récépissé de déclaration n° 00.107 du 21 septembre 2000, qui vise les rubriques n° 95-3, 2661-2b, 2662-b et 2663-2, délivré à la société GOMECO dont le siège social est 256, route de NICE à ANTIBES, en vue de l'exploitation d'une unité de recyclage et de valorisation de pneumatiques usagés, lieu-dit zone des entrepôts des plans – RN7 – 83 490 LE MUY.

VU l'arrêté préfectoral du 5 juin 2002, imposant à la société GOMECO des prescriptions complémentaires.

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2004, modifiant les prescriptions complémentaires précitées imposées à la société GOMECO,

VU la déclaration modificative du 17 février 2004, complétée le 7 mai 2004,

VU le rapport du 20 juillet 2004 de l'inspecteur des Installations Classées près de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,

.../...

Considérant que la déclaration précitée de la Société GOMECO ne respecte pas les dispositions de la rubrique n° 98-bis B) 1) de la nomenclature des installations classées qui lui sont applicables, les stockages de pneumatiques usagés étant situés à moins de 50 m d'un immeuble occupé par des tiers et la quantité de matières combustibles étant supérieure à 150 m³.

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions dans un délai déterminé,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

AR R E T E :

ARTICLE 1 : la Société GOMECO, dont le siège social est 256, route de NICE à 06 600 ANTIBES, est mise en demeure de régulariser, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative des installations classées (stockage de pneumatiques usagés) qu'elle exploite zone des entrepôts des plans – RN7 – 83 490 LE MUY.

A cette fin, la Société GOMECO doit déposer, à la Préfecture du VAR, une demande d'autorisation établie conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2 – Sanctions

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées.

ARTICLE 3 – Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également affiché en mairie du MUY, pendant une durée d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire du MUY.

.../...

Article 4 – Recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :
par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
par les tiers, dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 5 – Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Sous Préfet de DRAGUIGNAN,
Le Maire du MUY,
L'Inspecteur des installations classées près de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a horizontal stroke and a diagonal line extending upwards and to the right.

Patrick CREZE